

Montauban. TGV : les maires font bloc aménagement



Les maires réunis hier autour de Sylvia Pinel et Alain Belloc./ Photo DDM, C.L.

Alors que le fuseau de 1 000 mètres n'est pas totalement validé par Jean-Louis Borloo, les maires des 31 communes impactées par la future ligne à grande vitesse Bordeaux-Toulouse sont lancés dans leur action collective.

Ils sont montés au créneau en juillet dernier et ne se laisseront pas faire. Présidée par le maire de Pompignan Alain Belloc, l'association des maires des 31 communes de Tarn-et-Garonne impactées par le futur tracé du TGV Bordeaux-Toulouse, a réuni hier matin son conseil d'administration au conseil général. Après les premiers sondages géologiques effectués cet été sur le terrain, l'annulation de toutes les réunions prévues au mois de septembre par Réseau Ferré de France (RFF) dans les communes directement touchées par la ligne ajoute du flou pour de nombreux élus. « Ce que l'on sait c'est que Jean-Louis Borloo n'a pas encore signé le fuseau de 1 000 mètres retenu par RFF. Le ministre de l'Ecologie et du développement durable est en passe de le valider, mais il ne l'a pas encore fait à l'inverse de son collègue aux transports Jean-Louis Bussereau. Mais c'est imminent », avertit le maire de Pompignan.

Députée de Tarn-et-Garonne, Sylvia Pinel rappelle qu'avec Jean-Michel Baylet, président du conseil général, elle est intervenue auprès de Jean-Louis Borloo pour souligner tous les points sensibles repérés sur le fuseau (Pompignan, Montbeton, Lacourt-Saint-Pierre, le hameau de Bénis...).

En attendant, les maires restent toujours aussi vigilants. Ils ont ainsi réagi à la mise en place courant septembre d'un comité présidé par le préfet pour la future gare LGV. Ils n'acceptent pas d'être tenus à l'écart. « Il est légitime que l'association

puisse être associée à cette réflexion », a indiqué Sylvia Pinel. L'association souhaite obtenir deux fauteuils pour le maire de Montbeton Michel Veil et le maire de Lacourt-Saint-Pierre Denis Lopez.

Par ailleurs, les élus assurent que leur association n'est qu'une étape et qu'ils envisagent toujours de la transformer en syndicat à vocation unique. Selon eux, ce sera plus efficace.

Enfin, tout le monde s'est mis d'accord sur la feuille de route. Pas question d'aller négocier en solo son petit bout de gras avec RFF. « On n'est pas là pour cautionner un quelconque tracé, mais pour que nos administrés soient bien dédommagés. Il faut que nous restions solidaires pour obtenir les mêmes choses partout » lance Christian Astruc, maire de Dunes.